

Communiqué de presse : Suite aux révélations du scandale PRISM, et dans la perspective du débat en plénière pendant cette session, les socialistes français au Parlement européen demandent d'une part la suspension des négociations commerciales avec les Etats-Unis, et d'autre part la mise en place d'une commission temporaire d'enquête pour faire toute la lumière sur ce scandale.



Echelon dans les années 70, ACTA, PNR, SWIFT il y a peu, PRISM aujourd'hui : le progrès technologique rend chaque jour le monde totalitaire dessiné par Georges Orwell dans « 1984 » plus tangible. La surveillance dont auraient été la cible d'une part les citoyens européens, et d'autre part les Institutions européennes, est inacceptable de la part d'un Etat démocratique.

Google, Facebook, Apple... le privé n'est pas en reste, et remplace avec succès la « raison d'Etat » en capitalisation boursière. Nos vies privées ne sont, dans ce cas, pas seulement surveillées, mais monétisées et transformées en marchandises.

L'Europe, par son histoire, à l'Ouest comme à l'Est, considère la protection de la vie privée des Européens comme primordiale et la défend ardemment. La liberté des citoyens est, par essence, le droit fondamental qui structure notre espace public, notre Histoire collective. C'est certainement le lien le plus fort entre tous les Européens.

Garder la maîtrise de nos données personnelles, de nos vies, doit être un droit fondamental. Les socialistes sont à la pointe de ce combat. **Une commission temporaire d'enquête, en faisant toute la lumière sur ce scandale, permettra également de faire des propositions pour défendre nos libertés.**

José Lavezzi

Attaché de presse de la délégation socialiste française au Parlement européen